

Je demande donc au ministre s'il est prêt à prendre les moyens voulus pour rassurer certains représentants du secteur privé qui voient dans la société Canagrex une menace aux entreprises déjà en place. Donnera-t-il aux intéressés l'occasion de formuler des observations relativement aux objectifs du gouvernement actuellement au pouvoir? Cela constituerait une façon ouverte de gouverner. Ils seraient en mesure de réagir dans le cas où la société causerait un préjudice à leurs propres activités.

Ces réflexions m'incitent à parler de l'ingérence du gouvernement dans le secteur privé en général; le gouvernement prend des initiatives que les entreprises privées ne peuvent pas prendre. Je voudrais parler une minute de ce qui se passe non seulement dans le secteur agricole mais aussi dans un certain nombre d'autres secteurs. Je voudrais voir si, compte tenu des contraintes financières imposées aux gouvernements de toutes les régions du Canada et de bien des pays du monde, il convient que les pouvoirs publics continuent à s'ingérer dans le secteur privé. Il est incontestable à mon sens que le gouvernement ne peut pas réussir aussi bien que le secteur privé dans tous ces domaines. Je dis cela au point de vue pratique. J'y crois fermement aussi sur le plan théorique. Dans la pratique, les pouvoirs publics ne peuvent pas suivre l'évolution du marché aussi rapidement que le secteur privé pour la bonne raison que dans le secteur privé, on met son argent en jeu et on doit subir les conséquences de ses erreurs. Il existe beaucoup d'exemples. La Société pour l'expansion des exportations illustre en partie la position d'une entreprise touchée par une perte de 2.1 millions de dollars. Elle a perdu une somme de cent vingt-quatre millions de dollars à cause de l'incurie d'une série de ministres et de bureaucrates qui se sont occupés d'elle pendant dix ans. Le gouvernement a fini par remettre les dettes de la société cette année, ce qui a coûté 125 millions de dollars aux contribuables. J'ai demandé au ministre de l'Expansion économique régionale (M. Gray) qui était responsable de cette perte. Je lui ai posé la question à quatre ou cinq reprises de différentes façons. Chaque fois, il a répondu qu'il ne me le dirait pas. Je lui ai dit que je ne lui demanderais pas de citer des noms. Je voudrais par contre savoir s'il a demandé qui était responsable de la situation. Le ministre a-t-il découvert les responsables afin de sévir? Je lui ai posé la question quatre fois, et chaque fois j'ai obtenu une réponse évasive. Chaque fois il est devenu de plus en plus clair que le ministre n'avait pas demandé qui était responsable. Voilà pourquoi je maintiens qu'il importe, au sens large du terme, d'éviter que le gouvernement s'ingère dans les domaines dont le secteur privé devrait se charger.

● (1520)

Les hommes politiques, comme le ministre de l'Industrie et de l'Expansion régionale et d'autres, moi y compris, en savent moins long sur ce qui se passe sur le marché dans un secteur donné d'activité que ceux qui y gagnent leur vie.

Ce qui importe le plus, je suppose, c'est la réaction à la perte d'argent. Nous en avons eu le meilleur exemple dans la réaction du ministre de l'Industrie et de l'Expansion régionale. Peu lui importe qu'il y ait perte d'argent. Une seule chose le préoccupe: tirer le rideau sur l'affaire pour éviter un tas de

publicité et le furetage des journalistes. Voilà l'unique souci du ministre. Par contre, ce dont je m'inquiète moi, non pas en tant que député mais à titre de contribuable, c'est de voir mes impôts dépensés de la sorte.

Il faut saisir le comité du bill. Il ne fait aucun doute que le comité aura fort à faire pour restreindre les activités de cette société.

Je termine en parlant des effets qu'un organisme comme Canagrex aura sur le consommateur. Il n'y a pas un seul consommateur canadien qui ne se fait pas de soucis à cause du coût élevé des aliments et de la part croissante de son budget qu'il consacre à la nourriture, comparativement à il y a cinq ou dix ans.

L'été dernier, j'ai eu la chance—ou le malheur—de faire des courses pour ma femme. J'ai acheté des produits de base comme du ketchup, de la margarine et d'autres articles du même genre qu'il nous fallait au cours d'un voyage familial dans l'Ouest. Je n'ai rien acheté de substantiel, mais une fois passé à la caisse j'avais \$162.50 de moins en poche. J'ai été sidéré. Depuis des années ma femme me disait qu'elle avait besoin de plus d'argent pour faire son marché, et je lui répondais toujours non. Maintenant, je comprends. Il importe que les députés tiennent compte de l'effet sur la ménagère ou sur le mari qui essaye d'en savoir plus long sur les activités des ménagères.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** C'est un apprentissage.

**M. Wilson:** Comme le dit mon collègue, c'est un apprentissage. Ce que je trouve d'inquiétant dans le bill, c'est le vaste pouvoir d'emmagasiner, d'exporter et d'importer des produits alimentaires, de même que le contrôle que le gouvernement exerce sur l'ensemble de la transformation, de la production, de la vente et de la commercialisation de ces produits.

Le ministre se voue à étendre la gestion de l'offre à tout un éventail d'activités de production. Quand je fais le rapprochement avec le bill, je me dis que le gouvernement peut gérer les approvisionnements. S'il se trompe, il peut, comme je l'ai dit tantôt, ensiler ces réserves au Brésil. Nous pouvons importer; nous pouvons exporter. Le résultat net est l'affaiblissement de la concurrence dans tout le processus de transformation des produits alimentaires. Bien que l'effet immédiat puisse être un coût plus élevé à la consommation, la production en souffrira également.

En perdant la discipline de la concurrence du côté de la production, nous nous retrouvons avec un secteur moins efficace, moins productif dans ce secteur de l'économie. C'est une raison suffisante de faire la démarcation entre ce que Canagrex peut faire et ce que le secteur privé peut faire, pour laisser plus de place au jeu de la concurrence dans l'industrie alimentaire.

Je dirai en terminant qu'il n'y a pas de doute que le bill exigera beaucoup de travail au comité. Il nous faut augmenter nos exportations et réduire nos importations d'aliments. L'objectif du bill est très clair. Personne à la Chambre n'en disconvient. Il nous faut cependant veiller soigneusement à ce que les dispositions inquiétantes que j'ai évoquées aujourd'hui ne soient pas retenues pour toujours dans le projet de loi.